

Introduction / LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAIN EN ACTION

Olivier Dabène

En ce début de XXI^e siècle, l'Amérique latine possède une triple singularité comparativement aux autres régions émergentes de la planète. Continent entièrement démocratique, à l'exception notable de Cuba, il connaît une trajectoire de croissance robuste et enviable¹ et il est gouverné par des président(e)s dont la très grande majorité se réclame de gauche. Ses maux traditionnels, pauvreté, inégalités et violence, n'ont certes pas disparu, mais dans un contexte économique très favorable engendré par le boom des exportations de matières premières, la région progresse, inspire confiance et attire les regards. Le contraste est saisissant si l'on pense à l'époque de la crise de la dette, qui avait ouvert la décennie perdue des années 1980, ou à celle de l'application méthodique des politiques néolibérales aux coûts sociaux dévastateurs dans les années 1990.

La gauche peut-elle s'attribuer le mérite d'une telle mutation ? Telle est la question générale de cet ouvrage². Y répondre suppose une vaste exploration et de nombreuses questions plus précises se pressent. Au-delà des clichés et des figures médiatiques, la gauche est-elle parvenue à mettre en œuvre le changement qu'elle appelait de ses vœux durant la période néolibérale ? A-t-elle notamment fait la différence dans le domaine social, comme le portent à croire les nombreux commentaires élogieux sur le Brésil de Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula ? Est-elle à l'origine de révolutions qui rendent le

1. *L'Amérique latine a, en particulier, connu une demi-décennie de forte croissance : 5,8 % en 2004, 4,6 % en 2005, 5,6 % en 2006, 5,6 % en 2007 et 4 % en 2008. La crise a fait sentir ses effets en 2009 (- 2 %), mais la croissance a repris dès 2010 (5,9 %) et 2011 (4,6 %).*

2. *Ce livre est l'émanation du projet Gauche en Amérique latine (GAL) qui a réuni pendant deux ans un groupe de chercheurs et de doctorants de Sciences Po, dans le cadre de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC) du Centre d'études et de recherches internationales (CERI).*

pouvoir aux peuples en respectant leur identité, comme l'évoquent certains médias à propos des expériences d'Evo Morales en Bolivie ou de Rafael Correa en Équateur ? Est-elle au contraire en train de menacer la démocratie, ainsi que l'avancent les opposants d'Hugo Chávez au Venezuela et ailleurs ? Permet-elle à ces pays de prendre pied parmi les gagnants de la mondialisation et contribue-t-elle à l'avènement d'un monde multipolaire post-hégémonique ? Enfin, survivra-t-elle à ses dirigeants charismatiques ?

Avant de présenter la manière dont les différents chapitres s'efforcent de répondre à ces questions, apportons une clarification. Peu de notions font autant l'objet de débats que celle de la gauche. En Amérique latine, comme ailleurs, elle recouvre une grande diversité d'inspirations idéologiques et d'expériences. À tel point que de nombreux auteurs préfèrent évoquer « des » gauches latino-américaines, sans d'ailleurs parvenir à s'accorder sur leur nombre exact, ni sur leurs traits distinctifs.

Il convient également d'explicitier l'approche retenue par les auteurs. Alors que la plupart des publications sur le sujet s'emploient à définir ce qu'est la gauche et, plus rarement, à établir son bilan, cet ouvrage se penche sur les changements en cours. Au regard de l'ampleur des réformes annoncées et de la volonté de rupture par rapport au modèle néolibéral, la plupart des auteurs constatent que les changements sont relativement modestes. Ils proposent un certain nombre d'hypothèses permettant de rendre compte de ce que l'on peut qualifier, en termes de politiques publiques, d'inflexion incrémentale (ou à petits pas), marquée par le poids des réformes passées (« dépendance au sentier »), les contraintes de l'internationalisation et les caractéristiques de la compétition politique.

De quels gouvernements de gauche parle-t-on ?

Le groupe de réflexion à l'origine des chapitres qui suivent s'est d'emblée refusé à chercher une définition de la gauche. Les pays étudiés sont simplement ceux que les médias et la littérature spécialisée considèrent comme de gauche, en prenant comme point de repère l'élection d'un président qui se réclame de gauche, au moment

de son entrée en fonctions ou au cours de son mandat³. Ce choix a tout de même deux conséquences : l'ouvrage ne traite que des gouvernements et non de la gauche dans son ensemble⁴, et le niveau national a été privilégié, même si dans de nombreux pays, la gauche a commencé sa conquête du pouvoir par des victoires électorales au niveau municipal⁵.

La victoire d'H. Chávez au Venezuela en 1998 marque le début d'une impressionnante série de vingt-quatre victoires de la gauche dans treize pays différents (tableau 1). Seuls le Mexique, le Costa Rica, le Panama et la Colombie, ainsi que le Belize, la République dominicaine, le Suriname et la Guyana, n'ont pas été affectés par la contagion. Et encore la gauche a-t-elle été très proche, en 2006, d'emporter les élections présidentielles au Mexique (où elle gouverne la capitale) et au Costa Rica. La Colombie fait donc figure d'exception parmi les grands pays, avec une gauche handicapée sur le plan national par des soupçons aussi récurrents qu'injustifiés de collusion avec la guérilla⁶. Dans les treize pays où elle a gagné, la gauche a de surcroît démontré une surprenante capacité à enchaîner les victoires. Le Paraguay et le Honduras se singularisent parmi les treize pays concernés : la gauche n'y a exercé qu'un mandat.

3. Cette distinction est importante pour Manuel Zelaya au Honduras. Élu au nom du Parti libéral du Honduras (PLH), il a opéré un virage à gauche qui, finalement, lui a valu d'être déposé par les militaires.

4. Parler de la gauche au sens large devrait inclure une beaucoup plus grande variété d'acteurs, dont les mouvements sociaux. Voir l'article (prémonitoire) de James Petras, « Latin America. The Resurgence of the Left », *New Left Review*, 223, mai-juin 1997.

5. Montevideo et Porto Alegre ont par exemple constitué des vitrines et des tremplins pour le Frente Amplio (FA) en Uruguay et le Parti des travailleurs (PT) au Brésil dès les années 1990.

6. Mais la gauche gouverne tout de même la capitale, Bogotá, depuis 2003. Sur les élections en Colombie, au Costa Rica et au Mexique en 2006, voir Francisco Gutiérrez Sanín, « Dégel et radicalisation en Colombie » (p. 105-129), Willibald Sonnleitner, « Élections serrées dans des contextes polarisés » (p. 131-159), et Alberto Aziz Nassif, « Élections et polarisation au Mexique » (p. 237-260), dans Olivier Dabène (dir.), *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

*Tableau 1 : Les 24 victoires de la gauche
aux élections présidentielles (1998-2011)*

Année	Pays	Président	Parti politique	Réélection
1998	Venezuela	Hugo Chávez	Mouvement V ^e République/ Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV)	OUI : 2000, 2006
2000	Chili	Ricardo Lagos	Parti socialiste (PSCh)	NON*
2002	Brésil	Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula	Parti des travailleurs (PT)	OUI : 2006
2003	Argentine	Nestor Kirchner	Parti justicialiste (PJ)	NON**
2003	Uruguay	Tabaré Vázquez	Front élargi (FA)	NON*
2005	Bolivie	Evo Morales	Mouvement vers le socialisme (MAS)	OUI : 2009
2005	Honduras	Manuel Zelaya	Parti libéral du Honduras (PLH)	NON
2006	Chili	Michelle Bachelet	Parti socialiste (PSCh)	NON
2006	Nicaragua	Daniel Ortega	Front sandiniste de libération nationale (FSLN)	OUI : 2011
2006	Équateur	Rafael Correa	Alliance pays (AP)	OUI : 2009
2007	Argentine	Cristina Fernández de Kirchner	Parti justicialiste (PJ)	OUI : 2011
2007	Guatemala	Álvaro Colom	Unité nationale de l'espoir (UNE)	NON
2008	Paraguay	Fernando Lugo	Alliance patriotique pour le changement (AP)	NON : Renversé en 2012
2009	Salvador	Mauricio Funes	Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN)	
2009	Uruguay	José Mujica	Front élargi (FA)	
2010	Brésil	Dilma Rousseff	Parti des travailleurs (PT)	
2011	Pérou	Ollanta Humala	Le Pérou gagne (GP)	

* Réélection impossible, mais nouvelle victoire de la gauche.

** Réélection possible, mais retrait de Nestor Kirchner en faveur de son épouse et nouvelle victoire de la gauche.

Sources : Tableau élaboré par l'auteur à partir de données officielles.

Replacée dans un temps long, cette série de victoires n'est guère exceptionnelle, tant l'Amérique latine est accoutumée aux vagues de changement politique. Le xx^e siècle a vu deux séquences de dérives autoritaires (années 1930 et années 1960-1970) et deux périodes de démocratisation (après la seconde guerre mondiale et dans les années 1980)⁷. Elle a aussi connu une conversion massive au néolibéralisme dans les années 1980-1990. À cette époque, les élections mettaient aux prises des candidats aux programmes étonnamment similaires, et même des formations politiques autrefois assimilées à la social-démocratie et appartenant souvent à l'Internationale socialiste adhéraient aux (ou se voyaient imposer les) préceptes du « consensus de Washington⁸ ».

La « vague rose » des années 2000 n'est donc pas nouvelle en tant que vague, au sens de simultanéité et parallélisme entre les évolutions politiques des différents pays. Elle l'est en revanche parce qu'elle est rose ou rouge et met en scène des forces politiques qui ont été ostracisées et réprimées pendant des décennies, et/ou qui n'ont guère joué le jeu de la démocratie représentative. Les élections de José Mujica en Uruguay et de Dilma Rousseff au Brésil sont, de ce point de vue, absolument emblématiques. Le premier a été membre de la guérilla des Tupamaros, qui avait pris les armes sous un régime démocratique dans la seconde moitié des années 1960. La seconde a participé à la lutte armée contre la dictature militaire. Tous deux ont été arrêtés et brutalement torturés par les militaires au début des années 1970.

Le travail du groupe GAL (Gauche en Amérique latine) n'a pas porté sur les raisons qui expliquent l'avènement de la gauche au pouvoir dans l'Amérique latine des années 2000. Pour autant, afin de prendre la mesure de la diversité des expériences de gauche, il n'est pas sans intérêt de garder à l'esprit que la gauche a davantage profité d'un vote de sanction des expériences néolibérales que d'un vote

7. Voir Olivier Dabène, *La Région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

8. *Ensemble de mesures recommandées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), comprenant notamment une stricte discipline budgétaire, une réduction des dépenses publiques, l'ouverture commerciale et des privatisations*. Voir John Williamson (ed.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened*, Washington (D. C.), Institute for International Economics, 1990.

d'adhésion à son projet⁹. Dans les années 1990, ce sont des outsiders¹⁰ qui ont dans un premier temps canalisé la frustration des classes moyennes face à la dégradation de leur pouvoir d'achat et leur colère à l'égard des partis politiques traditionnels. Une fois ces outsiders discrédités par la mise en œuvre des mêmes mesures néolibérales qu'ils critiquaient avec véhémence pendant leur campagne¹¹, les forces de gauche sont apparues vierges de tout compromis avec des classes politiques insensibles aux effets sociaux des ajustements structurels. En d'autres termes, le tournant à gauche de l'Amérique latine est d'abord et avant tout un retour de balancier, favorisé par la crise économique de 1998-2002. Enfin, les nombreuses nouvelles victoires de la gauche dans les années 2006-2009¹² correspondent à un vote de reconnaissance, dans un contexte économique très favorable.

À la différence de la vague néolibérale, la vague rose ne repose pas sur un corpus d'idées cohérent et homogène. Les réflexions du Forum de São Paulo¹³ ou le « consensus de Buenos Aires¹⁴ » réhabilitent le rôle de l'État dans la promotion du développement et dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, mais si la gauche souhaite construire une société solidaire et participative, elle ne dispose pas d'une feuille de route clairement définie pour y parvenir. Les idées de la gauche n'ont pas non plus été véhiculées par de puissants entrepreneurs de cause. Depuis 2001, les forums sociaux mondiaux ont davantage joué un rôle d'incubateurs d'idées et de dispositifs de mise

9. Il n'y a pas eu, notamment, d'évolution massive des opinions publiques vers la gauche, si l'on en croit l'index d'autopositionnement politique des Latinobarómetros, ni de réalignement de l'électorat. Voir Jason Ross Arnold et David Samuels, « Evidence from Public Opinion », dans Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts (eds), *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 2011, p. 34.

10. Cette notion a été forgée pour décrire des hommes politiques ne provenant pas des milieux politiques et faisant campagne sur un registre « anti-politique ». Alberto Fujimori, président du Pérou de 1990 à 2000, incarne cette figure de l'outsider.

11. Voir Susan Stokes, *Mandates and Democracy. Neoliberalism by Surprise in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

12. Voir le tableau 1 : la gauche au pouvoir n'a perdu aucune élection entre 2006 et 2009, années du boom économique.

13. Depuis 1990, à l'initiative du PT brésilien et du Parti de la révolution démocratique (PRD) mexicain, la gauche latino-américaine se réunit presque chaque année pour construire une alternative politique au néolibéralisme.

14. Document signé par Lula et Nestor Kirchner le 16 octobre 2003.

en réseau d'une multitude d'acteurs de la société civile, qui n'ont jamais produit un programme de gouvernement. Enfin, les projets de réforme n'ont pas été défendus par des organismes multilatéraux imposant leur conditionnalité. Il n'existe pas une conception uniforme de bonne gouvernance de gauche, au sens où elle a existé pour les projets néolibéraux. En somme, le marxisme n'a pas été remplacé.

La diversité des expériences de gauche en Amérique latine relève d'abord de projets différenciés d'alternance politique, qui constituent eux-mêmes des réponses aux défis considérés comme prioritaires dans chaque pays. À la fin des années 1990, tous les pays ont dû éponger la dette sociale accumulée par les gouvernements néolibéraux, en termes de pauvreté et d'inégalités. Pour autant, et pour ne citer que quelques exemples, certains gouvernements ont mis l'accent sur la refonte des institutions, et notamment sur l'introduction de dispositifs participatifs, d'autres sur l'incorporation des populations « originaires », ou d'autres encore sur les thématiques énergétiques ou environnementales. Dans ce domaine, une rupture s'est dessinée entre une gauche « nationale », défendant le modèle extractiviste, et une gauche « verte », attachée à la défense de l'environnement¹⁵.

La diversité tient ensuite aux conditions de mise en œuvre de ces projets d'alternance. Celles-ci sont directement impactées par trois grandes séries de facteurs qui feront l'objet de développements dans les différents chapitres de cet ouvrage.

Tout d'abord, l'héritage du néolibéralisme a été très différent d'un pays à l'autre. Certains ont mis en œuvre des plans d'ajustement structurel avec orthodoxie et parfois brutalité. D'autres ont procédé de façon plus graduelle, voire négociée. Les pays disposant d'une rente pétrolière ont, quant à eux, été presque complètement épargnés. À chaque situation correspond un degré variable d'affaiblissement de l'État. Dans les pays qui ont engagé des politiques de dérégulation, les comportements des agents économiques se sont modifiés en profondeur depuis une vingtaine d'années. Sortir d'une telle trajectoire

15. Voir, dans cet ouvrage, le chapitre 4 de Marie-Esther Lacuisse, « Équateur. La révolution citoyenne : des institutions pour le peuple à la personnification du pouvoir », et le chapitre 10 d'Ana Carolina González-Espinosa, « La gauche et la continuité du projet extractiviste. Bolivie, Équateur, Venezuela ».

n'est pas chose aisée, et des éléments de dépendance au sentier peuvent être évoqués. Ainsi, le retour d'un État promoteur et planificateur du développement est-il plus facile dans un pays comme l'Équateur, qui n'a que très modérément appliqué les politiques néolibérales¹⁶, qu'au Chili, longtemps pays pionnier et modèle dans ce domaine.

Les contraintes de l'internationalisation sont, en deuxième lieu, très variables. Au Mexique, en Amérique centrale, ou encore au Chili, au Pérou et en Colombie, les réformes néolibérales ont été gravées dans le marbre de traités de libre-échange (TLC) avec les États-Unis. Pour ces pays, les TLC constituent des « secondes constitutions¹⁷ », très difficiles à amender. Daniel Ortega, par exemple, président de gauche du Nicaragua, a fait entrer son pays dans l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), mais n'a pas dénoncé le TLC qui lie son pays aux États-Unis. Les modes d'insertion internationale des économies sont également diversifiés. De nombreux pays ont profité de la demande chinoise de matières premières, qui a offert des marges de manœuvre budgétaires aux gouvernements, mais a aussi occasionné un processus de « reprimarisation » qui aggrave la dépendance des pays.

Enfin, les caractéristiques de la compétition politique doivent être prises en considération. Plusieurs dirigeants de gauche ont émergé sur les ruines d'un système de partis. Tel est le cas d'H. Chávez au Venezuela ou d'E. Morales en Bolivie. Certains auteurs évoquent un lien entre le radicalisme de la gauche et l'absence d'institutionnalisation du système de partis¹⁸, arguant que des personnalités charismatiques libérées de contre-pouvoirs

16. Il est savoureux de relire un article écrit par Rafael Correa en 2002, dans lequel il classe l'Équateur parmi les pays d'Amérique latine avec un « indice de politique structurelle » parmi les plus faibles. Président de l'Équateur depuis 2006, il se félicite d'avoir sorti son pays de la « longue et sombre nuit néolibérale ». Voir Rafael Correa, « Reformas estructurales y crecimiento en América latina : un análisis de sensibilidad », *Revista de la CEPAL*, 76, avril 2002, p. 89-107.

17. L'expression est de Stephen Clarkson dans *Uncle Sam and Us. Globalization, Neoconservatism, and the Canadian State*, Toronto, University of Toronto Press, 2002.

18. Kurt Weyland, Raúl L. Madrid et Wendy Hunter (eds), *Leftist Governments in Latin America. Successes and Shortcomings*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

peuvent mettre en œuvre leur projet. L'hypothèse mérite discussion, mais nul ne doute que l'existence d'une forte opposition et la faiblesse des soutiens parlementaires (gouvernements minoritaires) contraignent la gauche à la recherche de compromis. Les rapports avec les mouvements sociaux doivent aussi être pris en compte. De nombreux partis de gauche en sont issus et le soutien de ces mouvements a permis de les porter au pouvoir, tels que le Parti des travailleurs (PT) brésilien ou le Mouvement vers le socialisme (MAS) bolivien. Les rapports que ces partis, une fois élus, entretiennent avec les mouvements sociaux déterminent en grande partie leurs marges de manœuvre politiques.

Le tableau 2 donne, à titre indicatif, un aperçu de la diversité des situations auxquelles la gauche a fait face au moment de son arrivée au pouvoir. En utilisant trois indicateurs permettant d'approcher respectivement la portée des réformes néolibérales¹⁹, le degré d'internationalisation des économies et l'état de la compétition politique²⁰, il est possible de situer les pays le long d'un continuum décrivant un environnement de plus en plus contraint. La situation de départ la plus favorable était celle des pays n'ayant pas (ou peu) appliqué de réformes structurelles, n'étant pas (ou peu) dépendants de leurs échanges extérieurs, et dont les caractéristiques du système politique et des rapports aux mouvements sociaux facilitaient la gouvernabilité.

Il ne s'agit en aucun cas ici de proposer un modèle permettant de prédire des performances différenciées en fonction de conditions initiales présidant à l'installation des gouvernements de gauche. De nombreuses nuances et des compléments doivent être apportés, par exemple concernant la nature exacte des réformes mises en œuvre,

19. *L'indice des réformes structurelles reflète l'évolution des pays dans cinq domaines : commerce, finance, fiscalité, privatisations et droit du travail. Voir Eduardo Lora, Las reformas estructurales en América latina : qué se ha reformado y cómo medirlo, Washington (D. C.), BID, Documento de trabajo 462, 2001.*

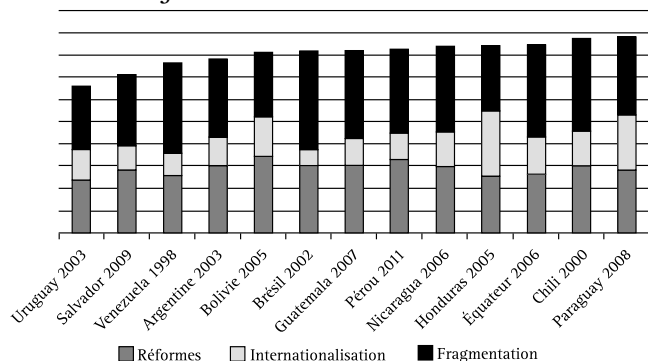
20. *L'indice de fragmentation parlementaire est une mesure du multipartisme. Un indice élevé signifie une assemblée composée d'un grand nombre de petits partis, ce qui contraint les gouvernements à nouer des alliances.*

les composantes de l'internationalisation des économies²¹, ou encore l'articulation entre l'espace politique et l'espace contestataire²².

Le tableau 2, et plus encore le graphique 1, permettent toutefois de voir apparaître les pays dans lesquels les réformes structurelles ont été profondes (Bolivie, Pérou, Argentine), où l'internationalisation était très forte (Honduras, Paraguay, Bolivie) et la fragmentation élevée (Brésil, Chili, Équateur). L'Uruguay et le Paraguay bornent notre continuum, ce qui signifie qu'en 2008 Fernando Lugo, au Paraguay, a fait face à des contraintes bien supérieures à celles de Tabaré Vázquez en Uruguay en 2003²³.

Pour le reste, chaque pays se caractérise par une configuration particulière, où entrent en jeu non seulement la nature et l'ampleur des défis à relever, mais aussi les projets politiques des gouvernements, notamment leurs ambitions refondatrices et le sens de l'urgence qui peut les accompagner, et l'environnement de contraintes dans lequel ils évoluent.

Graphique 1 : Contraintes s'exerçant sur les gouvernements de gauche au moment de leur victoire



Sources : Graphique élaboré par l'auteur à partir des données du tableau 2.

21. La part des exportations rapportée au produit intérieur brut (PIB) ne renseigne pas sur le degré de vulnérabilité vis-à-vis des turbulences financières ou des retournements de conjoncture mondiale. Elle doit par ailleurs être complétée par un examen de la composition des exportations. Certains pays exportateurs de matières premières ont vu pendant les années 2000 leur croissance tirée vigoureusement par la demande mondiale (et chinoise en particulier).

22. Les caractéristiques du continuum de l'action collective peuvent difficilement donner lieu à des appréciations quantitatives. Voir, sur ce sujet, Hélène Combes, Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique, Paris, Karthala, 2011 ; et Camille Goirand, Militer au Parti des travailleurs. Itinéraires à Recife. De la contestation à l'exercice du pouvoir, mémoire de HDR, Sciences Po, Paris, 2012.

23. Ce qu'a semblé confirmer le coup d'État dont Fernando Lugo a été victime le 22 juin 2012.

Tableau 2 : Contraintes s'exerçant sur les gouvernements de gauche au moment de leur victoire

Année	Pays/Président	Dépendance au sentier. Indice des réformes structurelles en 1999.	Internationalisation. Degré d'ouverture des économies.	Compétition politique. Indice de fragmentation parlementaire.
1998	Venezuela / Hugo Chávez	0,514	21 %	0,81
2000	Chili / Ricardo Lagos	0,606	32 %	0,83
2002	Brésil / Lula	0,610	14 %	0,88
2003	Argentine / Nestor Kirchner	0,616	25 %	0,71
2003	Uruguay / Tabaré Vázquez	0,477	27 %	0,58
2005	Bolivie / Evo Morales	0,690	36 %	0,58
2005	Honduras / Manuel Zelaya	0,511	59 %	0,58
2006	Nicaragua / Daniel Ortega	0,598	32 %	0,76
2006	Équateur / Rafael Correa	0,528	34 %	0,83
2007	Guatemala / Álvaro Colom	0,592	26 %	0,79
2008	Paraguay / Fernando Lugo	0,566	50 %	0,70
2009	Salvador / Mauricio Funes	0,566	22 %	0,65
2011	Pérou / Ollanta Humala	0,659	24 %	0,75

Sources : Indice des réformes structurelles : Eduardo Lora, *Las reformas estructurales en América latina : qué se ha reformado y cómo medirlo*, Washington (D. C.), BID, Documento de trabajo 462, 2001 ; degré d'ouverture (exportations rapportées au produit intérieur brut, PIB) : Banque mondiale ; indice de fragmentation parlementaire : calculs effectués par l'auteur sur la base de résultats officiels.

Deux gauches en Amérique latine ?

Le graphique 1 montre que les écarts entre les pays sont globalement modestes, ce qui signifie qu'il n'est guère possible de retrouver ici une distinction claire entre des pays disposant de toute latitude pour mener à bien leurs projets, et d'autres pour lesquels la gouvernabilité se caractériserait par la recherche permanente de compromis. En d'autres termes, du point de vue de la capacité à agir, la thèse des deux gauches ne tient pas. Concernant les ambitions des gouvernements, en revanche, l'Amérique latine se caractérise par une certaine dissonance rhétorique entre projets réformateurs et projets révolutionnaires, qui donne du crédit à l'approche dichotomique des gauches. Quoi qu'il en soit, cette thèse est devenue un lieu commun de la littérature et des médias.

La thèse des deux gauches trouve son origine dans une réflexion sur les conséquences de la fin de la guerre froide, à une époque où « la fin de l'histoire » était proclamée²⁴ et où la gauche était sommée d'en tirer toutes les conséquences²⁵. Une distinction est introduite entre une gauche social-démocrate, acceptant l'économie de marché mais souhaitant la réguler, que Jorge G. Castañeda a appelé une « gauche de droite²⁶ », et une gauche accrochée à son passé révolutionnaire.

Avec l'élection d'H. Chávez au Venezuela en 1998, la dichotomie intègre la variable populisme. Et durant les années 2000, de nombreux commentaires opposent la gauche de gouvernement gestionnaire et modérée, incarnée par Ricardo Lagos au Chili, à une gauche protestataire et populiste dont le président vénézuélien est le porte-drapeau.

Les analyses sont souvent normatives, voire politiquement orientées, car plusieurs auteurs comme J. G. Castañeda²⁷ éprouvent une

24. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York (N. Y.), Harper, 1993.

25. Jorge G. Castañeda, *Utopia Unarmed. The Latin American Left after the Cold War*, New York (N. Y.), Knopf, 1993.

26. Jorge G. Castañeda joue sur le mot « right » pour opposer la gauche qui a raison (« right left ») et la gauche qui a tort (« wrong left »). Voir Jorge G. Castañeda, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs*, 85 (3), mai-juin 2006, p. 28-43.

27. D'où le titre péjoratif de son dernier livre sur le sujet : Jorge G. Castañeda, *Leftovers. Tales of the Latin American Left*, Londres, Routledge, 2008.

certaine aversion envers cette gauche radicale qui remet en cause les certitudes de la période post-guerre froide concernant l'avènement du pragmatisme et la fin des idéologies.

Quelques publications basent tout de même leur catégorisation binaire sur des analyses rigoureuses des politiques publiques des gouvernements de gauche. Ainsi, par exemple, l'ouvrage récent coordonné par Kurt Weyland, Raúl L. Madrid et Wendy Hunter²⁸, s'attache-t-il à comparer les performances (*policy outputs and outcomes*) de la gauche modérée (Brésil, Chili) à celles de la gauche qu'ils qualifient de contestataire (Venezuela, Bolivie), dans le domaine économique, politique et social. Selon eux, la distinction entre les deux gauches vient d'une plus ou moins grande latitude à donner libre cours à des projets radicaux. La gauche contestataire se déploie dans des pays où les partis politiques et les systèmes de partis sont moins institutionnalisés, les réformes de marché ont été moins efficaces et l'exploitation d'une rente (pétrolière ou gazière) confère des marges de manœuvre budgétaires. Au Venezuela et en Bolivie, un *leadership* charismatique et plébiscitaire pallie l'absence de partis politiques solidement institutionnalisés.

Le bilan dressé par l'ouvrage est sans appel. Dans tous les domaines, la gauche modérée l'emporte. La gauche radicale et populiste contribue à l'approfondissement de la dimension participative de la démocratie, mais ses dirigeants ne peuvent réfréner leur penchant antilibéral. Elle orchestre, par ailleurs, le retour d'un modèle de développement centré sur la mono-exportation qui aggrave la vulnérabilité des économies, et met en œuvre des politiques économiques typiquement populistes creusant les déficits publics et accélérant l'inflation²⁹. Enfin, la pauvreté et les inégalités ne diminuent guère plus dans les pays gouvernés par la gauche protestataire.

La démonstration est souvent convaincante, mais contient toutefois quelques faiblesses. En premier lieu, les quatre pays étudiés (le Brésil, le Chili, le Venezuela et la Bolivie) présentent des trajectoires

28. Kurt Weyland, Raúl L. Madrid et Wendy Hunter (eds), *Leftist Governments in Latin America. Successes and Shortcomings*, op. cit.

29. Décrites par Rüdiger Dornbusch et Sebastian Edwards (eds), *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1991.

historiques singulières, par rapport auxquelles les expériences de gauche doivent être replacées. Le Chili, par exemple, est considéré comme un pays modèle depuis la fin du XIX^e siècle en raison d'un processus de construction étatique autoritaire qui lui a permis de développer des institutions efficaces³⁰. Le Venezuela, de son côté, était un État rentier bien avant l'arrivée au pouvoir d'H. Chávez.

En second lieu, les critères utilisés pour discriminer les cas sont flous. Ainsi, le retour au modèle de développement centré sur la mono-exportation est généralisé en Amérique latine. L'extractivisme produit une reprimarisation des économies que l'on retrouve même au Brésil³¹. Ainsi encore, le populisme n'est-il pas l'apanage de la gauche radicale. Le Brésil de Lula (gauche) et la Colombie d'Álvaro Uribe (droite) méritent par certains aspects le qualificatif de populistes. Tous deux, au même titre qu'H. Chávez, ont été des « téléprésidents » cultivant des liens directs avec la population³².

La thèse des deux gauches est contestable, mais elle a été popularisée par les médias qui s'attachent souvent à reproduire les discours des dirigeants. De ce point de vue, il faut reconnaître qu'il y a bien en Amérique latine un discours radical, anticapitaliste et anti-impérialiste, qui s'oppose à une posture beaucoup plus réformiste et accommodante vis-à-vis des États-Unis.

Cet ouvrage ne se satisfait donc pas d'une utilisation superficielle de la dichotomie entre deux gauches, et se situe donc plus dans la lignée des études qui insistent sur la variété et la diversité des expériences³³.

30. Voir Maite De Cea, Paola Díaz et Geraldina Kerneur (dir.), Chile. De país modelado a país modelo ? Una mirada sobre la política, lo social y la economía, Santiago, Editorial Universidad Bolivariana, 2008.

31. *L'option préférentielle pour l'extraction des matières premières, conséquence de la demande mondiale (chinoise essentiellement), rappelle pour certains pays les failles de l'époque préindustrielle de dépendance. Sur le cas du Brésil, lire l'article de Pierre Salama, « Chine-Brésil : industrialisation et désindustrialisation précoce », publié sur le site de l'OPALC (<http://www.opalc.org>).*

32. Voir, dans cet ouvrage, le chapitre 3 d'Erica Guevara, « "Téléprésidents" ou "média-activistes" de gauche ? Argentine, Brésil, Venezuela, Colombie ».

33. Voir Maxwell Cameron et Eric Hershbert (eds), Latin America's Left Turns. Politics, Policies and Trajectories of Change, Boulder (Colo.), Lynne Rienner, 2010 ; et Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts (eds), The Resurgence of the Latin American Left, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 2011.

Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts³⁴, par exemple, considèrent que la diversité de la gauche s'explique par des différences essentiellement organisationnelles. Deux variables leur paraissent déterminantes : l'institutionnalisation des partis politiques et la concentration du pouvoir. Ils construisent ainsi une typologie autour de quatre types : *gauche institutionnalisée partisane*, avec un parti institutionnalisé et une autorité dispersée (PT au Brésil par exemple) ; *gauche mouvement*, où l'autorité est dispersée, mais le parti est nouveau (MAS en Bolivie) ; *machine populiste*, où le parti institutionnalisé est au service d'une autorité politique concentrée dans les mains d'un leader (péronisme) ; enfin, *gauche populiste*, où cette concentration du pouvoir est servie par un parti peu institutionnalisé (H. Chávez ou R. Correa). À cette typologie, ils ajoutent des facteurs historiques pour montrer que chaque formation est le produit d'une trajectoire particulière. Les plus anciens partis ont bénéficié d'un apprentissage politique durant les années de dictature puis à l'occasion des transitions et de la crise de la dette. Un tel apprentissage conduit à plus de modération aujourd'hui. Car les auteurs font un lien entre les caractéristiques de l'évolution des partis et leur degré d'institutionnalisation et les orientations de leurs politiques publiques une fois au gouvernement.

Du point de vue des politiques économiques et sociales, ils distinguent trois gauches : *étatique* (Venezuela), *hétérodoxe* (Argentine, Équateur, Bolivie) et *social-libérale* (Brésil, Chili, Uruguay). Par rapport à la démocratie, ils repèrent là aussi trois orientations : *démocratique et libérale* (Uruguay, Chili, Brésil), *démocratique et radicale* (Bolivie), et *plébiscitaire* (Équateur, Venezuela). Même si les auteurs s'en défendent, ils ne sont à l'évidence pas loin de retrouver la thèse des deux gauches, car du point de vue des politiques publiques et du rapport à la démocratie, les deux classements coïncident.

Au-delà du caractère fastidieux et réducteur de l'exercice de typologie, l'intérêt de leur approche réside dans le poids qu'ils attribuent à l'histoire. La distinction fondamentale se trouve dans l'origine des

34. Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts, « Introduction. Latin America's "Left Turn". A Framework for Analysis », dans Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts (eds), *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore (Md.), Johns Hopkins University Press, 2011.

partis politiques. Ceux qui sont nés pendant la période de rejet du néolibéralisme, de crise de la représentation politique et de montée en puissance des mouvements sociaux inclinent vers l'hétérodoxie et la dérive plébiscitaire, à la différence de ceux qui ont traversé les années de dictature et de transition vers la démocratie dans un contexte de crise de la dette, qui valorisent alors plus l'orthodoxie et la démocratie libérale.

Une approche originale

Cet ouvrage valorise aussi le rapport à l'histoire tout en écartant la tentation de déboucher sur une nouvelle typologie. Ses chapitres se donnent pour objectif d'apprécier les changements introduits par les gouvernements de gauche dans les pays étudiés et dans un certain nombre de domaines. L'exercice soulève des difficultés conceptuelles et méthodologiques. Le changement est une catégorie très générale, qu'il a paru prudent de désagréger en un certain nombre de questionnements concernant la nature, la portée, le rythme, les instruments et les conséquences des changements. Chaque pays se caractérise par une configuration particulière de défis considérés comme prioritaires et que les gouvernements de gauche ont décidé de relever avec plus ou moins d'ambition, plus ou moins d'urgence et en faisant usage de différents instruments. Les conséquences sont alors fonction de cette configuration et des contraintes internes et externes qui pèsent sur la mise en œuvre des décisions.

Prétendre embrasser l'ensemble de ces questionnements pour chaque pays était naturellement hors de portée, et le groupe GAL ne souhaitait de toute façon pas offrir au lecteur un volume d'études de cas nationaux. C'est pourquoi, comme il sera détaillé plus avant avec la présentation du sommaire, les contributeurs ont travaillé sur quatre grandes thématiques : faire de la politique, reconstruire le politique, changer les politiques et reconstruire l'unité.

L'approche commune qui a été retenue a consisté à contextualiser et historiciser les appréciations du changement. Plus précisément, les auteurs de cet ouvrage se sont inspirés de la distinction avancée par Paul Pierson entre l'horizon temporel des causes (court ou long) et

l'horizon temporel des effets (court ou long), qui lui permet de construire une typologie autour de quatre catégories : effet tornade (court-court), effets cumulatifs (court-long), effets de seuil (long-court) et causes cumulatives (long-long)³⁵. L'excès d'attention portée généralement aux « tornades », que P. Pierson dénonce, paraît d'autant plus répandu en Amérique latine que de nombreux observateurs se laissent abuser par l'impatience et la verve de certains dirigeants. Leur tendance quelque peu démagogique à promettre tout immédiatement et à prendre d'importantes décisions en direct à la télévision contribue à une certaine abolition du temps, caractéristique du populisme, qui peut induire en erreur l'observateur inattentif. Mais la prise en compte du temps long n'est guère possible que dans les pays où la présence de la gauche au pouvoir dépasse la décennie, et encore ne s'agit-il que d'un temps long très relatif. Les auteurs de ce livre ont donc dû « bricoler » une approche *ad hoc*.

Outre le rapport à l'histoire, le travail s'est employé à faire varier les échelles d'analyse et à adopter une démarche comparative. L'ouvrage contient trois chapitres consacrés aux questions internationales, domaine dans lequel la littérature sur la gauche latino-américaine a été jusqu'alors étrangement muette. Il comprend par ailleurs des chapitres prenant en considération plusieurs réalités nationales, autour d'une problématique bien définie, et d'autres constituant des monographies sur des cas emblématiques.

Les chapitres qui suivent démontrent qu'au regard des ambitions affichées, et naturellement avec beaucoup de nuances, la portée du changement provoqué par l'arrivée au pouvoir de la gauche demeure modeste. Elle n'est toutefois pas négligeable, et elle pourrait même s'avérer à l'avenir profonde et durable. C'est pourquoi la notion qui semble le mieux rendre compte des expériences de gouvernement de gauche en Amérique latine est celle de « changement incrémental à effets transformateurs³⁶ ».

35. Paul Pierson, *Politics in Time. History, Institutions, and Social Analysis*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2004.

36. Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen (eds), *Beyond Continuity. Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 9.

La relative modestie du changement s'explique par les trois grandes catégories de contraintes déjà mentionnées plus haut : la dépendance au sentier, les contraintes extérieures et la compétition politique. La portée transformatrice des changements, quant à elle, réside dans la réhabilitation du politique qui constitue la véritable rupture introduite par la gauche en Amérique latine. À rebours des préceptes néolibéraux, mais sans remettre en cause l'économie de marché, la gauche latino-américaine a replacé le politique au centre des relations sociales. Cette mutation a été facilitée par le discrédit qui frappe le modèle néolibéral, mais il convient de préciser qu'elle a été engagée dans un contexte économique favorable par des personnalités charismatiques, qui ont su imposer l'autorité politique face aux dérives du marché et incarner l'intérêt général face aux intérêts particuliers.

La réhabilitation du rôle de l'État ne ramène pas pour autant l'Amérique latine à l'époque développementaliste des années 1950 ou 1960. L'État n'est plus un acteur majeur de l'économie, pas même dans les pays ayant procédé à des nationalisations. Les gouvernements ne sont plus protectionnistes, mais adeptes du libre-échange³⁷. Enfin, ils ne sont plus obsédés par l'industrialisation, cherchant aussi à profiter de l'effet d'aubaine que constitue la demande mondiale en matières premières, dont l'Amérique latine est richement dotée. Le modèle est plutôt néodéveloppementaliste, empruntant quelques instruments à l'ancien modèle, comme la planification.

En somme, la gauche en Amérique latine n'a pas provoqué une rupture brutale avec l'époque néolibérale. Elle n'est pas à l'origine d'une « conjoncture critique³⁸ » générant des effets immédiats. Mais elle n'a pas non plus trahi en renonçant à toute ambition réformatrice.

Cet ouvrage estime que la gauche a placé le continent sur une nouvelle trajectoire qui pourra générer une nouvelle dépendance au

37. Certains gouvernements ont toutefois des réflexes protectionnistes (Argentine, Équateur). Par ailleurs, le libre-échange fait l'objet de débats entre une option favorable au marché et une conception centrée sur les « peuples ».

38. Au sens de Ruth et David Collier, dans Ruth Berins Collier et David Collier, *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement and Regime Organization in Latin America*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1991.

sentier. En ce sens, dans leur très grande diversité, les expériences décrites dans les différents chapitres qui suivent marqueront l'histoire.

Le plan de ce travail collectif suit quatre entrées sur lesquelles les auteurs ont choisi de se focaliser : faire de la politique, reconstruire le politique, changer les politiques et reconstruire l'unité du continent.

Dans la première partie, les auteurs s'interrogent sur la manière dont les dirigeants de gauche font de la politique. Nombre d'entre eux ayant gagné des élections sur la base d'un discours très critique à l'égard des partis traditionnels et promettant de réhabiliter une certaine éthique, il a paru intéressant de se pencher sur les changements en la matière.

Le chapitre 1, de Frédéric Louault, analyse le **renouveau du personnel politique au Brésil**. Lula incarne à lui seul aux yeux du monde l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle figure, beaucoup plus proche du peuple, dans un pays où la politique était traditionnellement réservée à une élite sociale. D. Rousseff, qui lui a succédé, est à son tour une figure nouvelle, première femme présidente du Brésil. Mais F. Louault montre bien qu'au-delà de ces figures emblématiques, l'espace politique peine à s'oxygéner au Brésil et que le recrutement des élites n'évolue que très lentement.

Le chapitre 2 est le seul de l'ouvrage à ne pas aborder une expérience de gauche de gouvernement. Au Mexique, en 2006, la gauche a perdu l'élection présidentielle, mais son candidat, Andrés Manuel López Obrador, n'a jamais reconnu sa défaite. Dès lors, Hélène Combes analyse **l'expérience du gouvernement légitime d'A. M. López Obrador**. Entre 2006 et 2011, celui-ci s'est employé à se maintenir dans le débat public, pour finalement s'imposer en 2011 au sein de son parti (le Parti de la révolution démocratique, PRD) et représenter la gauche aux élections de 2012.

Dans le chapitre 3, Erica Guevara se livre à une **analyse comparative des relations entre plusieurs présidents de gauche** (Argentine, Brésil, Venezuela) et les médias. Afin de bien prendre la mesure de la spécificité de ce rapport, elle inclut le cas de la Colombie, gouvernée à droite. Dans tous ces pays, les présidents entretiennent des relations houleuses avec les médias et ont introduit un nouveau modèle de communication politique. Mais la gauche a surtout œuvré pour introduire une régulation du secteur des médias.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la reconstruction du politique qu'ont engagée notamment l'Équateur et la Bolivie. Dans ces deux pays, l'ambition révolutionnaire des présidents R. Correa et E. Morales porte sur une refondation de l'État, afin d'amener la décision politique au plus près des citoyens et de respecter leur identité.

Le chapitre 4 fait le **point sur la révolution citoyenne en Équateur**. Marie-Esther Lacuisse analyse l'ampleur des changements portés par R. Correa depuis 2006. La Constitution de 2008 érige la participation citoyenne au rang de quatrième pouvoir, et rationalise l'appareil d'État en plaçant l'accent sur la planification. L'auteure montre que R. Correa a bouleversé le paysage partisan en faisant de sa formation un acteur dominant du jeu politique. Les réformes ont eu pour effet immédiat de mettre un terme à l'instabilité politique chronique du pays, mais la personnalité charismatique du président suscite des critiques concernant une possible dérive plébiscitaire du régime.

Dans le chapitre 5, Verónica Calvo et David Recondo se penchent sur l'épineuse **question des autonomies en Bolivie**. La volonté d'E. Morales de refonder un État sur des bases postcoloniales s'est traduite par l'insertion dans la nouvelle Constitution de 2009 d'un article instituant un État plurinational fondé sur un régime d'autonomie départementale, régionale et « indigène originaire paysanne ». Aux difficultés de mise en œuvre de cette autonomie, s'ajoute un dilemme stratégique. Les auteurs montrent que le parti d'E. Morales, le MAS, est pris entre son ambition sincère de « décoloniser » l'État et sa volonté de ne pas perdre le contrôle des affaires politiques locales.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse des politiques publiques. Tour à tour accusée de ne pas avoir osé revenir sur les réformes néolibérales, ou au contraire de s'en éloigner dangereusement, la gauche a-t-elle imprimé sa marque ? Cinq éclairages sont proposés.

Dans le chapitre 6, Pierre-Louis Mayaux et Antoine Maillet évaluent le **devenir des agences de régulation indépendantes dans trois pays, la Bolivie, le Chili et le Brésil**. Fer de lance des réformes néolibérales, elles ont incarné pour beaucoup le retrait de l'État dans les années 1990. Les auteurs montrent que ces agences ont connu des sorts différents : accentuation de leur autonomie au Chili, réincorporation à la sphère gouvernementale en Bolivie, continuité au Brésil. Ils expliquent ces

différences par une combinaison propre à chaque pays de facteurs idéologiques, institutionnels et de l'ordre des intérêts.

Le chapitre 7 aborde la **politique sociale du président H. Chávez au Venezuela**. Johanna Lévy montre que le leader de la révolution bolivarienne a cherché à la fois à satisfaire les besoins des secteurs les plus démunis et à démocratiser la prise de décision. En se penchant sur la mission « Barrio Adentro », elle explore les avancées et les contradictions du socialisme du XXI^e siècle, porteur de progrès social et d'avancées en termes de mobilisation et d'organisation citoyennes, mais faiblement institutionnalisés.

Dans le chapitre 8, Louise Bosetti et Nordin Lazreg étudient la **politique sécuritaire du gouvernement salvadorien**. La gauche a dû assumer l'héritage d'une politique extrêmement répressive (*mandurismo*) en matière de lutte contre la violence criminelle et délinquante. Dans ce pays qui possède les taux de violence parmi les plus élevés d'Amérique latine, la gauche a bien du mal à s'extirper du modèle sécuritaire répressif et ne parvient pas à pacifier le pays.

Le chapitre 9 est consacré aux **politiques de gestion du passé dictatorial**. Delphine Lecombe compare l'expérience de quatre pays (Uruguay, Brésil, Argentine, Pérou) et montre que l'arrivée au pouvoir de la gauche ne s'est pas traduite par l'application systématique et à court terme de mesures en faveur de la reconnaissance des responsabilités étatiques dans les violations passées des droits de l'homme ou l'ouverture de procès contre les tortionnaires de l'époque des dictatures militaires. La situation des droits des victimes à la justice et à la vérité est encore une fois variable d'un pays à l'autre.

Dans le chapitre 10, Ana Carolina González-Espinosa analyse la politique de la gauche en matière de **gestion des ressources naturelles non renouvelables** au Venezuela, en Équateur et en Bolivie. Elle montre que dans les trois pays, les présidents ont renforcé le rôle de l'État dans l'exploitation des ressources. Mais en dépit des mobilisations des populations indigènes ou des secteurs écologistes, ils n'ont pas rompu avec un modèle extractiviste qui leur assure une rente importante.

Enfin, la quatrième partie de l'ouvrage s'intéresse à la politique internationale. Dans ce domaine, le clivage semble profond entre des gouvernements adeptes de la rhétorique anti-impérialiste et ceux qui,

comme le Brésil, estiment que le temps des affrontements avec les États-Unis est révolu. Au-delà de ce débat, cette partie se penche sur le régionalisme et les relations Sud-Sud, et sur les tentatives de la gauche pour reconstruire une unité face au Nord.

Dans le chapitre 11, Olivier Dabène met au jour une contradiction entre le discours de la gauche très favorable à l'intégration régionale, tel qu'il se donne à voir dans les débats du Forum de São Paulo ou dans les nouvelles Constitutions, et la **réalité de politiques étrangères très modérées en matière de régionalisme**. L'auteur explique cet écart par l'insistance placée sur la défense de la souveraineté, qui interdit d'envisager un approfondissement de l'intégration, et l'adhésion à la flexibilité comme méthode d'intégration. Seule l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) semble porteuse d'un potentiel de développement qui fait l'unanimité entre la gauche (dans toutes ses composantes) et la droite.

Le chapitre 12 complète ce panorama en analysant l'évolution récente de **l'intégration régionale en Amérique centrale**. Kevin Parthenay démontre que les progrès de la dimension sociale de l'intégration doivent plus à des facteurs extérieurs (coopération internationale) et endogènes (institutions d'intégration) qu'à l'intervention de la gauche dans la région. Le Système d'intégration centraméricain (SICA), et notamment le sous-système social (CS-SICA), a fait preuve d'initiative et de *leadership* pour faire avancer la thématique sociale sur l'agenda d'intégration dans la région.

Enfin, le chapitre 13 se penche sur les **relations Sud-Sud**. Élodie Brun relativise la nouvelle orientation, très commentée, de la diplomatie latino-américaine qui, d'H. Chávez à Lula, aurait pris un tour Sud-Sud, voire tiers-mondiste. Elle démontre que la variable « gauche » compte, mais qu'elle n'est pas la seule et n'est pas déterminante au regard de l'existence d'incitations économiques ou de sollicitations diplomatiques. Les relations avec l'Afrique, l'Asie ou le Moyen-Orient ne sont d'ailleurs pas l'apanage des diplomaties de gauche.